

Aubervilliers, le 21 décembre 2022

CONJONCTURE DÉMOGRAPHIQUE RÉCENTE DE LA FRANCE

*En région comme au niveau national,
des comportements démographiques encore marqués par la Covid-19*

Comme chaque année, conformément à sa mission d'information du public sur les questions démographiques, l'Ined publie la *Conjoncture démographique* qui présente de manière détaillée les évolutions récentes de la population en France. Elle se concentre, autant que les données le permettent, sur l'année 2021. Les effets de l'épidémie de Covid-19 sur les comportements démographiques ont été moins importants qu'en 2020, mais les indicateurs n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant-crise, signe d'un rattrapage seulement partiel et d'un maintien des effets de la crise sanitaire sur les comportements démographiques. C'est le cas des nombres de naissances, d'interruptions volontaires de grossesse, d'unions contractualisées (mariages et pacs), mais aussi de décès. Pour les migrations, la crise sanitaire a eu des effets inédits sur les flux migratoires de 2020 en provenance de pays tiers nécessitant un titre de séjour. L'accent est mis cette année sur les contrastes territoriaux.

La France demeure le principal moteur démographique de l'Union européenne

Au 1^{er} janvier 2022, la France comptait 67,8 millions d'habitants, soit 187 000 de plus qu'au 1^{er} janvier 2021. Le solde naturel est de 81 000 en 2021, valeur inférieure au solde migratoire estimé par l'Insee. En 2021, la France fait partie des 9 pays européens parmi les 27 dont le solde naturel est positif. Sa dynamique démographique se caractérise par une forte diversité géographique.

Les entrées de ressortissants de pays tiers à un niveau plus bas qu'en 2019

En 2020, l'année la plus récente pour laquelle on dispose de statistiques, les flux d'entrées de ressortissants de pays pour lesquels un titre de séjour est obligatoire pour résider en France ont concerné 211 255 personnes, contre 257 137 en 2019 (-17,8 %). Cette diminution est en grande partie liée aux difficultés voire impossibilités de mobilité durant la crise sanitaire. La baisse a été particulièrement forte pour les entrées pour motif professionnel. L'Île-de-France, accueille la plus grande part du flux métropolitain (38,4 %). En France d'outre-mer, Mayotte absorbe 50,2 % du flux d'entrées.

Un rattrapage partiel des naissances

En 2021, 742 500 enfants sont nés en France, soit 7 300 de plus qu'en 2020, mais 10 900 de moins qu'en 2019, année d'avant-crise. L'augmentation de la natalité est presque totalement le fait d'une augmentation de la fécondité : l'indice conjoncturel de fécondité augmente légèrement pour atteindre 1,83 enfant par femme en 2021 (contre 1,80 en 2020). Ce sont les femmes de 30 à 34 ans et celles de 35 à 39 ans qui ont eu en moyenne plus d'enfants. La France demeure le pays présentant la fécondité la plus élevée d'Europe, mais elle est désormais talonnée par la Roumanie.

Les modèles de fécondité par âge varient selon les régions

On peut distinguer 4 profils de régions différents : celles avec une fécondité relativement précoce (pic entre 25 et 29 ans) majoritairement situées dans la moitié nord et le centre de la France métropolitaine (Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Centre-Val de Loire, Bourgogne, Poitou-Charentes), celles avec une fécondité relativement tardive (pic entre 30 et 34 ans) majoritairement situées sur l'Arc Atlantique et le Sud de la France métropolitaine (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon), les départements d'outre-mer (avec des taux à 20-24 ans plus élevés qu'ailleurs) et les départements métropolitains atypiques (Corse avec des taux très faibles et un plateau à 25-34 ans ; Île-de-France avec un pic très élevé à 30-34 ans).

Le nombre d'avortements est stable

224 200 IVG ont eu lieu en 2021 contre 222 300 en 2020, mais 233 300 en 2019. Avec la diffusion de la méthode médicamenteuse, le nombre d'IVG chirurgicales baisse chaque année et l'augmentation de la part des IVG réalisées par la méthode médicamenteuse s'accroît (77 % en 2021), principalement en cabinet de ville. En effet, si les établissements de santé restent en 2021 les lieux où les IVG sont les plus fréquemment pratiquées (65 %), la part des IVG médicamenteuses réalisées en cabinet de ville s'accroît (35 % contre près de 20 % en 2015). Le recours à l'avortement est en effet très variable selon la région. Le taux est plus élevé que la moyenne dans la plupart des départements situés en Île-de-France, Paca, Languedoc-Roussillon et dans les Drom.

Le nombre de mariages augmente à nouveau en 2021...

Après avoir atteint un niveau historiquement faible en 2020, le nombre de mariages augmente à nouveau en 2021, sans retrouver pour autant celui de 2019. Le nombre de pacs de 2021 n'est pas encore connu mais, en 2020, le nombre total de pacs a dépassé celui des mariages pour la première fois. Les unions de même sexe ont représenté 2,7 % des mariages en 2021, soit 0,3 point de moins qu'en 2020 et, pour la deuxième année consécutive, on enregistre plus de mariages entre femmes qu'entre hommes. La nuptialité varie sensiblement d'une région à l'autre, les mariages étant plus fréquents sur le flanc Est du pays (de l'Alsace au pourtour méditerranéen), alors que les pacs dominent sur la façade atlantique et le Sud-Ouest. Par ailleurs une géographie des unions de même sexe montre que les unions entre hommes sont davantage concentrées en Île-de-France alors que celles entre femmes sont plus réparties sur le territoire.

La crise sanitaire a rendu les mises en unions difficiles, mais aussi les démarches liées aux divorces. Les statistiques sur les divorces ne couvrent que les divorces judiciairisés et ne prennent pas en compte en particulier les divorces par consentement mutuel. Le nombre de divorces judiciairisés diminue encore en 2020 (57 400), en baisse de 13 % par rapport à 2019. Que cela soit par le divorce ou la dissolution du pacs, les ruptures d'unions sont plus fréquentes dans le Sud et l'Est de la France et nettement moindres dans le Nord-Ouest.

La France n'a pas encore complètement retrouvé son niveau d'espérance de vie d'avant la crise sanitaire

En 2021, on a enregistré en France 657 500 décès, soit 1,70 % de moins qu'en 2020, mais encore 7,2 % de plus qu'en 2019. Entre 2020 et 2021, l'espérance de vie a augmenté de 2,4 mois pour les hommes (79,3 ans) et 3,6 mois pour les femmes (85,4 ans), après avoir perdu respectivement 7 mois et 5 mois entre 2019 et 2020. La surmortalité est estimée à 6,3 % (contre 7,5 % en 2020). L'année 2020 n'aura pas été une année « ordinaire », l'épidémie de Covid-19 a brouillé le classement traditionnel des régions en matière de mortalité, et ce ne sont pas celles où elle était la plus élevée en 2019 qui ont subi la plus forte surmortalité, tout du moins en France métropolitaine. Les régions d'Île-de-France et du Sud-Est ont connu une surmortalité élevée, alors que la mortalité générale y est relativement faible. La Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais, la Basse-Normandie et la Picardie ont également été fortement touchés avec un niveau de mortalité initial relativement élevé.

[Téléchargez ici l'intégralité de l'article \(extrait de la revue *Population n° 4, 2022\)](#)**

* La revue *Population*, éditée par l'Ined, publie chaque année un article de conjoncture démographique qui analyse en détail les évolutions démographiques de la France au cours des dernières décennies. Les données présentées sont généralement moins récentes que celles publiées par l'Insee en janvier de l'année n dans le bilan démographique mais ce recul permet d'avoir des données plus détaillées sur la période étudiée et d'éclairer les évolutions observées. Par ailleurs, l'article propose chaque année l'approfondissement d'une thématique. Cette année, les auteur-es ont choisi de décliner les indicateurs à l'échelle des anciennes régions, afin de montrer les contrastes territoriaux et de faciliter la comparaison avec les régions d'autres pays européens, mais aussi de juger des effets de la crise sur la variation spatiale des comportements démographiques.

Auteur-e-s : **Didier Breton** (Université de Strasbourg-Ined), **Nicolas Belliot** (Université de Bordeaux, COMPTRASEC), **Magali Barbieri** (Ined), **Hippolyte d'Albis** (École d'économie de Paris - Ined), **Magali Mazuy** (Ined).

À propos de L'Ined :

L'Institut national d'études démographiques (Ined) est un organisme public de recherche spécialisé dans l'étude des populations, partenaire du monde universitaire et de la recherche aux niveaux national et international. L'institut a pour missions d'étudier les populations de la France et des pays étrangers, de diffuser largement les connaissances produites et d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche. Par une approche ouverte de la démographie, il mobilise un large éventail de disciplines comme l'économie, l'histoire, la géographie, la sociologie, l'anthropologie, la statistique, la biologie, l'épidémiologie. Fort de ses 10 unités de recherche et 2 unités mixtes de service, il encourage les échanges et conduit de nombreux projets de recherche européens ou internationaux.

Contacts presse :

Courriel : service-presse@ined.fr

Gilles GARROUSTE - Chargé de communication institutionnelle - Tél. : +33 (0)1 56 06 57 04

Christina LIONNET - Directrice de la communication - Tél. : +33 (0)1 56 06 57 28

Suivez-nous :  